

Dynamiques intrafamiliales et migration internationale Oligations et ancrages des migrants du Veracruz (Mexique)

Alberto DEL REY POVEDA

André QUESNEL

Contexte et démarche analytique

Au Mexique, dans les régions du Centre-Ouest et de l'Ouest du pays, la migration internationale vers les États-Unis est un processus qui s'est développé tout au long du XX^e siècle. Il commence au début du siècle, puis connaît une accélération durant le programme intergouvernemental de contrats de travail – *Programa Bracero* (1942-1964). La politique plus permissive des États-Unis, en permettant la constitution de réseaux et la structuration des lieux d'implantation des migrants, favorise aussi, durant les décennies 1970-1980, la massification du phénomène (BUSTAMANTE, 1977 ; ALBA, 1978 ; MASSEY *et al.*, 1987 ; DURAND, 1996 ; CANALES, 1999 ; ESCOBAR LATAPI *et al.*, 1999).

À l'opposé, l'État du Veracruz, dans la zone tropicale humide, riche de son agriculture et de ses ressources pétrolières, reste à l'écart de ce processus jusqu'au début des années 1990 (DELAUNAY, 1999). Il est le siège, d'une part, d'un croît démographique plus important

Figure 1.

Situation de l'État du Veracruz et du Sotavento.

que la moyenne nationale¹, dû à une forte immigration et, d'autre part, d'une intense redistribution spatiale de la population en son sein (PALMA *et al.*, 2000). Ce n'est qu'à la fin des années 1980, quand les politiques économiques libérales et les réformes institutionnelles – en particulier la Réforme foncière de 1992 – visant l'intégration du Mexique à l'Alena provoquent une restructuration des espaces économiques, que les migrations vers la frontière nord et les États-Unis commencent à se manifester dans le Veracruz² et que les espaces migratoires des familles, rurales notamment, se redéfinissent, tout particulièrement dans la région sud de l'État (fig. 1).

¹ Entre 1930 et 2000, la population mexicaine a été multipliée par 6 (de 16,5 à 97,5 millions d'habitants) mais par 9 dans le Sotavento (le sud de l'État) pour atteindre plus de 1,5 million d'habitants.

² En 1992, l'État du Veracruz était l'un des huit États, parmi les 32 de la Fédération, les moins touchés par la migration internationale, et l'avant-dernier pour l'incidence de la migration en général (ENADID, 1992). En 2000, il est situé parmi les six premiers États pour le volume de la migration internationale (4,9 %), et seulement dépassé par le DF (district fédéral) pour l'intensité de la migration interne : 12,8 % de 1995 à 2000.

Cette région, dénommée Sotavento, située entre les vallées du Papaloapan et de l'Uxpanapa, est caractérisée par un très faible peuplement jusqu'au début du ^{xx}^e siècle, par une importante redistribution foncière dans le cadre de la Réforme agraire des années 1930 jusqu'à la fin des années 1970 et enfin, par un fort dynamisme industriel et commercial autour de l'industrie pétrochimique jusqu'à la fin des années 1980 (PALMA *et al.*, *ibid.*). Dans ce contexte, les déplacements depuis les localités rurales s'effectuent presque exclusivement dans l'ensemble régional du golfe du Mexique. La reproduction sociale et familiale s'organise autour de la production agricole et reste inscrite dans cet espace régional. Il en va autrement à partir du milieu des années 1990, quand la migration aux États-Unis s'impose comme un élément, puis un référent de la reproduction matérielle et sociale, pour les familles comme pour les localités, et que les transferts financiers opérés par les migrants s'avèrent plus importants que les ressources issues des exploitations agricoles. Cette situation de circulation des individus les plus jeunes, des biens financiers mais aussi symboliques, renvoie aux organisations en archipel (BONNEMAISON, 1996), mais aussi tout particulièrement au concept d'économie d'archipel (VELTZ, 1996) exigeant de prendre en compte les différents lieux où sont installés les membres de la famille et de la localité, ainsi que les relations de tout ordre qui s'établissent entre ces lieux.

Aussi, l'objectif de cette contribution est-il d'analyser les dynamiques familiales et intergénérationnelles qui s'établissent au cours de la migration aux États-Unis des membres de certaines familles rurales du sud de l'État du Veracruz. Nous considérons la mobilité des individus à travers leurs déterminations, leurs modalités et leurs impacts aux niveaux de différentes instances spatio-temporelles et politiques comme la localité et la famille et, en ce qui concerne le milieu rural mexicain, les instances agraires, *ejido* et *colonia*³. Sont appréhendés, d'une part, la mobilité des individus (plus particulièrement la nature de cette mobilité, c'est-à-dire les conditions qui la déterminent, la soutiennent, la perturbent, la

³ L'*ejido* est une institution agraire en charge d'un patrimoine foncier attribué à un groupe d'individus, les *ejidatarios*. Ils bénéficiaient d'un droit agraire jusqu'à la Réforme foncière de 1992, où ils ont obtenu un titre de « propriété » sur les parcelles exploitées. La *colonia* correspond à un espace foncier attribué en propriété à titre individuel à un groupe d'individus.

freinent, voire l'interrompent), d'autre part les acteurs qui y participent, la contrôlent ou bien la subissent. L'analyse porte sur les familles vivant dans des localités de moins de 15 000 habitants⁴, différenciées en quatre catégories ; selon, d'une part, leur appartenance à un *ejido* ou une localité sous le régime de la propriété sociale ou bien à une localité ou *colonia* où domine un régime privé et, d'autre part, leur statut foncier considéré à travers l'accès ou non à une parcelle du chef ou d'un autre membre de la famille, dans chacune de ces entités⁵.

Pour chacune d'elles, familles et localités, notre attention s'est portée sur les lieux où les différentes générations ont résidé et où elles se sont déplacées au cours de leur vie ; chacun de ces lieux pouvant, selon le cas, devenir une ressource d'ordre économique, politique, communautaire, familial, et s'intégrer à leur espace migratoire en constituant, en quelque sorte, l'archipel de ces familles⁶. En effet, dès lors qu'un nombre croissant de membres de la parentèle s'installe à l'extérieur de la région du Golfe (et pour certains aux États-Unis pour des durées de plus en plus longues, du fait des difficultés d'entrée et du coût élevé du déplacement), les familles, mais aussi les tenants des pouvoirs locaux, sont soumis à la nécessité de construire une économie d'archipel, pour maintenir leur contrôle sur les

⁴ L'étude « Mobilité et recomposition sociale des familles rurales » au sud de l'État du Veracruz (région dénommée Sotavento) repose sur : 1) une enquête démographique auprès de 947 familles dans 36 localités rurales de moins de 15 000 habitants, 18 *ejidos* (propriété sociale) et 18 *colonias* (propriété privée) considérant trois sous-régions ou contextes socio-historiques, selon le processus de peuplement, le niveau d'intégration régionale et le développement agricole (Moreso, 1999) ; 2) une enquête de suivi et d'entretiens approfondis auprès d'un sous-échantillon de 70 familles en 1999 (Moreso, 2002).

⁵ Dans les *colonias* la dotation initiale est importante, elle dépasse généralement 50 hectares par famille. Ce patrimoine n'est pas divisé entre les enfants avant le décès des parents. Au contraire, dans l'*ejido* les enfants de l'*ejidatario* peuvent cultiver individuellement une partie de la parcelle du père ; cependant, la réforme agraire de 1992, selon la volonté des responsables de l'*ejido*, soit légalise la dotation initiale, soit entérine la « parcellisation » réalisée au cours du temps ; les parcelles sont alors de taille variable, de 3 à 20 hectares.

⁶ La référence à l'archipel signifie que l'on prend en considération les processus localisés de la mobilité, de la circulation des individus et des biens (financiers, matériels, et symboliques) entre les différents territoires et la recomposition territoriale et sociale qui en découle dans l'espace de référence. C'est-à-dire que l'on privilégie l'approche territoriale de la mobilité par rapport à son approche réticulaire, démarche proche de celles adoptées par d'autres auteurs, entre autres pour le Mexique (KEARNEY, 1996 et FARET, 2003).

générations les plus jeunes et s'assurer leur soutien sur le long terme (LÉONARD *et al.*, 2004 ; QUESNEL et DEL REY, 2005).

En référence à une économie d'archipel et des nouveaux espaces de reproduction sociale, comment se distinguent les différents « projets migratoires », selon la situation des familles et la relation intergénérationnelle ? Et comment, en conséquence, se définit le positionnement des migrants internationaux en relation à leur famille d'origine ? La situation familiale définit une échelle de nécessités et un horizon de possibilités qui conditionnent les objectifs du déplacement, son financement, la durée du séjour, le profil du migrant, ainsi que son retour (ou non-retour). En même temps, la situation familiale détermine l'intervention des parents, du père tout particulièrement, pour élaborer le projet et organiser le déplacement. Cette intervention est primordiale dans l'établissement de relations intergénérationnelles qui vont conditionner tant la circulation des individus et des biens matériels et symboliques que le processus de retour et de patrimonialisation des revenus migratoires. Au centre de la réflexion se trouve la question de l'ancrage⁷ ou du « désancrage » des migrants autour de la relation d'obligation/désengagement des enfants vis-à-vis de leur groupe d'origine, relation totalement renouvelée avec le développement de la migration internationale. Autrement dit, le déplacement international s'insère-t-il dans un projet familial partagé entre les différentes parties, supposant un renforcement des relations entre le migrant et le reste de sa famille d'origine ? Ou au contraire, conduit-il, à plus ou moins long terme, sinon à une rupture, tout au moins à un désengagement vis-à-vis de la famille ?

Détermination (d'échelles) des nouveaux espaces migratoires

Quelles sont les déterminations à l'échelle locale, familiale et individuelle qui pèsent sur les migrants et font qu'ils se dirigent vers les

⁷ L'ancrage selon les auteurs recouvre des notions et des approches diverses (HIRSCHHORNE et BERTHELOT, 1996). On renvoie ici à la notion d'ancrage territorial des migrants mais aussi des projets migratoires dont ils sont porteurs, comme l'a abordé, entre autres, G. CORTES (2000).

marchés du travail émergents, en distinguant la frontière nord et les États-Unis, plutôt que vers les marchés traditionnels de la région du Golfe et de l'État du Veracruz (DEL REY et QUESNEL, 2006 ; DEL REY, 2007) ? Notre étude montre que la situation de l'individu en termes d'âge, d'éducation et d'état civil favorise avant tout les déplacements vers les marchés traditionnels ; en revanche, le contexte historique et agraire de la localité, puis en second rang les antécédents migratoires de la famille, apparaissent significativement déterminer les déplacements vers les États de la frontière nord. Quant aux déplacements vers les États-Unis, ils sont d'abord liés à la détention d'un patrimoine foncier ; les antécédents migratoires de la famille et le statut agraire de la localité (propriétés, *colonia* ou *ejido*) n'étant significativement déterminants qu'en deuxième et troisième rang respectivement. En d'autres termes, la détention d'un patrimoine foncier augmente la probabilité de migration aux États-Unis car il permet entre autres, grâce à sa mise en gage, d'obtenir directement des prêts pour le financement d'un premier voyage. On mesure ainsi l'impact, encore largement à venir, de la Réforme foncière de l'*ejido* de 1992 et de son programme de titularisation des parcelles agricoles et urbaines sur l'accélération des déplacements vers les États-Unis. On comprend également qu'ils se dessinent de nouveaux enjeux autour de la gestion et la transmission des biens fonciers, tant au niveau des familles que des localités, afin de pouvoir canaliser toutes les ressources extra-locales : les revenus migratoires internationaux, entre autres. Parmi les familles des propriétaires terriens, qui vivent dans les *colonias*, la migration internationale des plus jeunes hommes s'intègre comme une ressource qui permettra de renforcer le patrimoine familial, comme nous le verrons plus loin. Pour une instance agraire comme l'*ejido*, et pour les familles qui en dépendent, la migration internationale s'impose tant comme une ressource politique au niveau de la localité et de la municipalité⁸ que comme une ressource alimentaire liée aux besoins quotidiens de subsistance (LÉONARD et *al.*, 2004). Dès lors qu'ils n'ont pas de patrimoine foncier ou qu'ils ne sont pas inté-

⁸ Les familles les mieux dotées en capital foncier dans l'*ejido* et (ou) les plus proches des instances du pouvoir local ont pu rapidement contrôler – au niveau de la localité – des éléments de la filière migratoire (accès au prêt, aux intermédiaires, aux emplois dans les lieux de destination, etc.) et surtout les possibilités de canalisation sinon de patrimonialisation de la « rente » migratoire.

grés dans les réseaux, nombre de familles et d'individus, célibataires ou chefs de familles dans l'*ejido*, ne sont donc pas en mesure d'adopter une telle démarche ; ils viendront d'ailleurs grossir le flux de ceux qui rejoignent les États de la frontière nord du Mexique, les localités de ces États devenant des lieux d'installation plus encore que de transit pour les migrants du Veracruz, comme l'a révélé le recensement de 2000. Alors qu'une intense circulation d'individus, hommes et femmes, s'établit entre l'État du Veracruz et les États du Nord et du Nord-Ouest mexicain à la fin des années 1990, la migration internationale au Veracruz naît à un moment de restriction de l'entrée sur le territoire des États-Unis (CORNELIUS, 2001) ; les migrants manquant de réseaux établis doivent faire appel aux groupes organisés (les *coyotes*, *polleros* et autres intermédiaires) pour le passage et leur insertion sur le marché du travail, et assumer ainsi un coût très élevé de la migration⁹.

Circulation entravée et projets migratoires : l'installation dans la durée aux États-Unis

Les conditions actuelles de la migration vers les États-Unis – notamment celles d'un contrôle accru des frontières – se caractérisent par une entrave à une forte circulation entre les lieux plus ou moins consolidés et aux séjours de courte durée (Conapo, 1999 ; 2004), phénomène particulièrement notable pour les migrants ruraux du Veracruz. Aujourd'hui, pour les individus qui s'incorporent à ce flux de la migration internationale, il en résulte un coût élevé et une absence prolongée de plusieurs années de « l'autre côté » de la frontière, loin de leur famille et de leur localité d'appartenance¹⁰ ; cependant, tant la durée que les coûts vont différer selon le statut agraire de ces dernières.

⁹ Dans les localités étudiées entre 1999 et 2002, ce coût se situait entre 1 000 et 2 000 dollars alors que le salaire local d'un journalier agricole était de l'ordre de 5 à 6 dollars par jour (Moreso, 1999 ; 2002).

¹⁰ Alors que dans l'Ouest mexicain les durées de séjours n'atteignent pas un an, les jeunes migrants du Sotavento peuvent demeurer aux États-Unis deux à trois ans sans revenir (Moreso, 2002 ; QUESNEL et DEL REY, 2004).

Dans le cadre de la localité, nous l'avons dit, la situation familiale renvoie implicitement à une échelle de besoins et de possibilités qui conditionnent les différents profils migratoires (destination, financement et durée des déplacements ; modalités d'insertion sur le marché du travail et dans la localité d'accueil, etc.). L'ensemble de ces facteurs affecte au bout du compte le retour, qui renvoie lui-même aux conditions de réinstallation du migrant dans la famille, la localité sinon dans la région, et détermine donc les projets et les trajectoires migratoires. Or les individus se présentent comme porteurs de projets migratoires très différenciés liés à la situation agraire de leur famille et à la place qu'ils y occupent (tabl. 1).

Les mouvements à destination des États-Unis touchent d'abord les familles de propriétaires des colonies agricoles, dans des proportions trois fois plus élevées que pour les familles non détentrices d'un patrimoine foncier (26,2 % contre 8,5 %), celles-ci se dirigeant plutôt vers la frontière nord. Dans le cadre de l'*ejido*, les déplacements à longue distance se font sensiblement vers les mêmes destinations, que les familles soient détentrices d'un patrimoine foncier ou non. Cette situation peut être attribuée au fait, d'abord, que l'*ejido* est une entité supra-familiale contrôlant la circulation des biens fonciers et leur exploitation, et en second lieu que, jusqu'à la Réforme de 1992, la terre était inaliénable.

La détention, la gestion et la transmission d'un patrimoine foncier s'avèrent donc déterminantes pour définir le déplacement des membres de la famille et leur intégration (ou non) dans une dynamique familiale. Et du même coup, les projets migratoires s'avèrent pertinents pour appréhender le nouveau jeu de relations familiales et intergénérationnelles, lié à la migration internationale. En découlent, d'une part, les processus d'ancrage et de retour ou, d'autre part, les processus de désengagement et de dispersion des générations de migrants les plus jeunes. On voit ainsi se dessiner différents profils de migrants selon le statut qu'ils occupent dans l'ordre familial (tabl. 2).

Ainsi les chefs de famille, s'ils représentent près d'un 1/3 des migrants au total, se recrutent principalement parmi les familles ne possédant pas de patrimoine foncier. Leur déplacement répond clairement aux nécessités matérielles de l'unité domestique en matière d'alimentation, de santé et d'éducation des

Tableau 1.

**Destinations depuis 1995 des migrations de travail*
à partir du sud de l'État du Veracruz selon le statut agraire.**

	<i>EJIDOS</i>		<i>COLONIAS/ Petits propriétaires</i>		Total
	<i>Ejidatarios</i>	Sans titre foncier agricole	<i>Colonos</i>	Sans titre foncier agricole	
Municipe	0,0 %	13,3 %	2,4 %	5,1 %	4,2 %
Région du Sotavento	6,8 %	16,7 %	16,7 %	15,3 %	13,2 %
État du Veracruz	5,1 %	10,0 %	11,9 %	11,9 %	9,5 %
Autres États	18,6 %	6,7 %	23,8 %	23,7 %	19,5 %
Mexico	15,3 %	3,3 %	7,1 %	20,3 %	13,2 %
États de la frontière nord	45,8 %	40,0 %	11,9 %	15,3 %	27,9 %
États-Unis	8,5 %	10,0 %	26,2 %	8,5 %	12,6 %
Total des déplacements	59	30	42	59	190

* Migration d'une durée d'au moins un an de séjour.

Source : Moreso, 1999, IRD-Ciesas.

Tableau 2.

**Profils migratoires. Situation familiale du migrant vers les marchés émergents
selon la situation agraire. Dernier déplacement de travail (1998-1999)*.**

	<i>EJIDOS</i>		<i>COLONIAS/ Petits propriétaires</i>		Total
	<i>Ejidatarios</i>	Sans titre foncier	<i>Colonos</i>	Sans titre foncier	
Chef de famille	15,0 %	52,8 %	17,5 %	41,7 %	29,1 %
Fils célibataire	48,3 %	33,3 %	65,0 %	44,4 %	48,3 %
Fille célibataire	20,0 %	8,3 %	7,5 %	2,8 %	11,0 %
Fils marié	5,0 %	0,0 %	7,5 %	5,6 %	4,7 %
Fille mariée	3,3 %	5,6 %	0,0 %	0,0 %	2,3 %
Autres personnes	8,3 %	0,0 %	2,5 %	5,6 %	4,7 %
Nombre de cas	60	36	40	36	172

*Déplacement de moins d'un an au moment de l'enquête.

Source : Moreso, 1999, IRD-CIESAS.

enfants. Le retour, inscrit dans le déplacement et la durée du séjour, est plus ou moins envisagé explicitement. Ces individus sont, pour la majorité, jeunes et descendants des *ejidatarios*¹¹ : ils n'ont pu accéder à une parcelle. En revanche, dans les familles dotées d'un patrimoine foncier, les migrants se recrutent surtout parmi les enfants célibataires et, dans certains cas, parmi les enfants mariés vivant dans l'unité domestique ; à noter parallèlement l'importance du déplacement des filles – notamment des filles d'*ejidatarios* – vers les marchés du travail émergents. On n'est pas étonné, ici comme ailleurs, qu'un chef de famille, détenteur d'un bien foncier, responsable de l'exploitation agricole, ne puisse s'absenter trop longtemps ; aussi une migration de longue durée sur la frontière nord ne convient-elle pas, vu le temps nécessaire à la constitution d'une épargne conséquente ; alors qu'une migration aux États-Unis pour améliorer très sensiblement ses conditions de vie est envisageable, comme le révèle la physionomie des flux récents. Mais dans ces familles, les enfants célibataires se déplaçant le plus souvent sous le contrôle de leur père, responsable de l'unité domestique, vont s'inscrire soit dans une dynamique familiale d'ensemble, soit dans une stricte relation d'obligation vis-à-vis de leur père.

Planification et gestion du projet migratoire : la mise en jeu des relations intergénérationnelles

Force est de constater que les trois quarts (76 %) des déplacements aux États-Unis bénéficient d'appuis familiaux, contre un peu plus de la moitié (54 %) pour les migrations vers la frontière nord du pays et 41 % pour la région du Golfe ou la ville de Mexico (Moreso, 1999).

¹¹ Selon notre enquête, les chefs de famille ont 34 ans en moyenne. Les enfants migrants ont un peu plus de 23 ans en moyenne, les enfants célibataires ont un an de moins en moyenne mais, parmi eux, 40 % ont moins de 20 ans. À noter également que le père des migrants, chefs de familles sans-terre, dans les *ejidos* était *ejidatario*, c'est-à-dire détenteur d'un bien foncier, au contraire de ceux qui provenaient des *colonias* (Moreso, 1999).

Il s'avère que le soutien du père est déterminant dans la mise en œuvre et le déroulement du déplacement aux États-Unis. Sa capacité à créer une relation d'obligation/protection vis-à-vis de ses fils est liée à la détention d'un patrimoine foncier dont la transmission n'est pas encore déclarée, ou bien, au contraire, assez clairement explicitée au sein de la famille pour que cette relation d'obligation soit connue par tous. Cette situation est la seule qui permet de construire un projet de capitalisation. Ainsi le père qui s'implique totalement dans le projet migratoire de ses fils, en mettant en gage son titre foncier, pourra avoir accès à une partie des revenus de la migration afin d'améliorer ses conditions d'existence, mais surtout de s'assurer, à travers une capitalisation familiale, une certaine sécurité dans le cas où ses enfants s'installeraient dans les lieux de la migration, qu'elle soit nationale ou internationale.

L'implication du père dans la construction du projet migratoire prend plusieurs formes et achève ainsi de le définir. S'agissant d'une migration internationale, elle porte sur la gestion du déplacement (financement, appuis familiaux) et de l'absence du migrant ; les modalités des trajectoires migratoires ; la construction du retour avec la destination de l'épargne réalisée par le migrant et, dans quelques cas, la mise en œuvre d'un processus de patrimonialisation familiale des revenus migratoires. Examinons ces trois registres.

La gestion du déplacement

La gestion commence avec la décision de se déplacer. Elle est liée aux différents intervenants qui participent de cette décision et qui circonscrivent les attentes du déplacement. L'engagement du père, et le plus souvent du reste des membres de la famille, place le migrant dans une situation d'obligation se traduisant en termes de dette (BLOCH et al., 1989 ; ROUSSEL, 1991 ; GODARD, 1992), cela d'autant plus lorsque le titre foncier est mis en gage auprès d'un prêteur pour financer le déplacement. Mais en le plaçant dans une situation d'obligation, le père le fait bénéficiaire du même coup de sa protection pour atteindre les objectifs fixés (ROSENZWEIG, 1988). La famille se voit contrainte à une mobilisation de ses ressources afin que le déplacement soit une réussite. Elle va en assu-

mer les frais, en prenant en charge la femme et les enfants du migrant si celui-ci est marié, et en faisant face aux risques liés à la maladie, à l'interruption des envois pour payer les intérêts, etc. L'obligation du migrant marié est double, d'une part vis-à-vis de ses parents et, d'autre part, de son propre groupe domestique. Elle soutient dès lors toute la trajectoire migratoire ; c'est elle qui peut contraindre le migrant à prolonger son séjour aux États-Unis en dépit des difficultés rencontrées. Ce sentiment d'obligation s'inscrit dans l'ordre hiérarchique du système familial paternel, alors que vis-à-vis de son propre groupe domestique, le migrant qui y détient l'autorité peut être plus facilement défaillant. Le contrôle du père est cependant plus facile quand le migrant est célibataire, la relation d'obligation s'établit de manière plus immédiate et dans un rapport de réciprocité plus sécurisé. Toutefois, elle se construit véritablement quand le père est impliqué dès le début de la mise en œuvre du déplacement, et qu'il a les moyens matériels, financiers et relationnels de l'assurer (accès aux prêteurs, à l'information concernant le voyage, le passage, le marché du travail, etc.), voire de l'impulser. De façon significative d'ailleurs, les enfants qui souhaitent un départ aux États-Unis et dont le père bénéficie d'un patrimoine foncier important, sollicitent son appui et ressentent le besoin de son approbation : il convient qu'ils inscrivent leur déplacement dans l'ensemble des actions de la famille, afin de rester, en cas d'absence prolongée, partie prenante de son ordre patrimonial.

Cependant, dans de nombreux cas où le patrimoine foncier s'avère insuffisant, la migration suivante peut être libre de toute obligation, en particulier si le migrant a réussi à payer sa « dette » : l'emprunt, la construction ou l'amélioration de la maison, l'achat de petit bétail et, surtout, les dépenses occasionnelles pour lesquelles il a été sollicité (de santé, pour les fêtes, mariage, etc.). Il dispose alors de toutes les ressources, en particulier informationnelles, pour entamer une seconde migration sans l'appui paternel. Le migrant est libre dans son déplacement ; il est, pour reprendre une expression utilisée par les populations indiennes, « desobligado » (désobligé) ; il se dirige vers des destinations lui permettant de se désengager de la constitution du patrimoine du père. Cela entraîne, en même temps, un risque élevé de relâchement des liens vis-à-vis de la famille, qu'il reste dans le lieu de

migration ou qu'il vive à son retour dans la localité, en marge de l'unité familiale¹².

Les modalités des trajectoires migratoires

Les trajectoires migratoires sont marquées par des moments importants qui sont constitutifs de cette relation d'obligation/protection ; ces moments révèlent du même coup le jeu des relations intergénérationnelles, ainsi que les conditions d'ancrage dans la famille, la localité ou la région. Ces moments analysés en regard de la situation du migrant dans le cadre familial et du statut agraire de sa famille au sein de la localité permettent de distinguer différentes trajectoires et d'appréhender les conditions de cet ancrage, c'est-à-dire la construction du retour.

Un premier type de trajectoire migratoire peut être qualifié de « sûr » ; les objectifs familiaux sont relativement bien définis et, pour le moins, le financement du voyage est assuré sans risque de déstabilisation économique de la famille ; le voyage et l'insertion sur le marché de travail sont réalisés dans les meilleures conditions possibles en mobilisant les réseaux relationnels ou en payant le prix au cas où ce type d'appui ferait défaut¹³. Les conditions de travail rencontrées permettent d'atteindre rapidement les objectifs fixés, voire de diminuer la durée du séjour et pour autant d'assurer au mieux les conditions du retour. C'est le cas des migrants qui, avec leur père doté d'un patrimoine foncier relativement important, se sont fixé un objectif clair dans le domaine de l'élevage : mise en pâturage des parcelles de cultures,

¹² Ces migrants se distinguent cependant de ceux qui se rendent dans les villes de la frontière nord avec l'intention de passer aux États-Unis, avec un minimum de ressources et d'information. Le passage est extrêmement risqué dès lors qu'ils ont recours à des coyotes inconnus, ou non reconnus au village dans le cadre d'accords préétablis pour l'ensemble du déplacement. De plus, nombre d'entre eux restent du côté mexicain de la frontière et finissent par grossir les rangs de ceux qui s'y installent pour des durées plus ou moins longues.

¹³ Ces migrants ont un travail assuré auprès d'un employeur, cela fait partie du contrat de passage. Dans le cas contraire du migrant parti sans assurance de travail, ou bien ayant quitté son travail pour cause de licenciement ou parce que les conditions n'étaient pas satisfaisantes (faible salaire, pénibilité, etc.), le migrant peut être amené à connaître une période de chômage pouvant atteindre deux à trois mois, le temps de se déplacer à l'intérieur des États-Unis et de retrouver un autre travail stable (Moreso, 2002).

voire achat ou location de terres dans ce but, achat de bétail ou prise de bétail en métayage, etc.

À l'autre extrémité, on observe une trajectoire moins ou pas du tout structurée, sans appui paternel, et sans objectifs clairement définis. C'est celle empruntée le plus souvent par de jeunes migrants qui, par quelques contacts, se « construisent » leur voyage. En prenant plus ou moins de risques, ils réussissent à convaincre leur père ou un parent de les aider à partir afin d'améliorer leur condition de vie, sans autre objectif clairement défini sinon celui hautement symbolique de la construction de la maison « en dur » (*casa de material*). Nombre d'aléas vont intervenir, selon que les contacts avec le *coyote* auront été faits depuis le village ou bien à la frontière, que le temps nécessaire à trouver du travail de l'autre côté ne sera pas très long, etc. ; autant d'éléments qui peuvent accroître le temps de l'absence d'autant plus que le remboursement est sans fin quand l'emprunt a été contracté à intérêt élevé. Cette incertitude du déplacement, placée au cœur des relations intergénérationnelles et intrafamiliales, débouche sur une variété de situations : de la réussite la plus évidente, marquée par l'achat de terres, de bétail ou d'un commerce, à l'échec le plus dramatique, de ceux qui reviennent sans avoir pu rembourser le prix du voyage.

Enfin, à mesure que les déplacements se développent, on voit apparaître de plus en plus souvent cette migration « de la seconde fois », la migration sans obligation. Les obligations, contractées à l'occasion de la première migration, ont été remplies. Riche de son expérience, le migrant ne nécessite plus d'appui particulier, d'autant qu'il peut disposer de biens (maison, terrain, bétail) qui peuvent garantir le prêt si besoin est. Lors de cette seconde migration, le jeune d'origine rural cherche à travailler dans un autre secteur d'activité que celui qu'il a connu la première fois. Il peut gagner plus, mais aussi dépenser plus pour de meilleures conditions de séjour. Dans certains cas, cette migration est l'occasion d'un nouveau contrat avec le père et la famille afin de mettre en œuvre un processus de capitalisation ou de construction patrimoniale dans la localité ou la région. Dans le cas contraire, surtout quand le déplacement à l'étranger, voire sur la frontière nord, se fait sans obligation, le migrant peut se désengager vis-à-vis de sa famille.

L'organisation du retour

Le retour après un séjour aux États-Unis n'est pas simplement la dernière étape de la trajectoire migratoire. Il fait partie intégrante du projet migratoire. En effet, il dépend d'abord des conditions qui ont présidé au déplacement international et au projet migratoire à savoir : la situation agraire de la famille, l'intervention du père dans la mise en œuvre et le déroulement du déplacement et, enfin la situation matrimoniale du migrant. La perspective du retour, et le retour lui-même, supposent sa construction tout au long du séjour à l'étranger. Autrement dit, le retour considéré comme l'ancrage dans la localité se construit en référence au projet migratoire et aux obligations qui l'accompagnent (CORTES, 2000). L'installation plus ou moins prolongée de « l'autre côté de la frontière » en dépend également, dès lors que les conditions rencontrées sont évaluées à l'aune des conditions du retour. De même, lorsque le migrant revient chez lui et qu'il compare sa situation à celle qu'il avait aux États-Unis, à l'exception de ceux qui ont eu des problèmes graves, il se trouve devant l'expectative d'effectuer un nouveau départ (ARIZPE, 1980 ; BUSTAMANTE et MARTÍNEZ, 1979 ; MASSEY et al., 1987 ; MASSEY et ESPINOZA, 1997 ; CURRAN et RIVERA-FUENTES, 2003).

Rares sont les cas où le migrant de retour dans sa localité écarte la probabilité d'un autre déplacement aux États-Unis. D'ailleurs, la plupart réussissent à construire la « casa de material », symbole de l'objectif réalisé et de l'obligation accomplie, et prennent conscience que la migration internationale est une ressource à laquelle ils pourront recourir pour améliorer leurs conditions d'existence. Aussi, peut-être à l'exception de ceux dont la famille d'origine bénéficie d'une assise patrimoniale importante (et qu'ils ont contribué à renforcer grâce aux revenus de leur migration), la majorité construit son retour à travers de nouveaux projets migratoires.

Finalement, on assiste à la mise en œuvre d'un processus d'ancrage dans la localité quand le migrant a construit directement son propre patrimoine en liaison avec sa famille, ou bien en parallèle. En cela, la migration à la frontière nord se différencie de la migration aux États-Unis : les capacités d'épargne ne permettent, dans le premier cas, qu'un renforcement de l'unité de production, la sienne ou celle de son père. Lorsque le patrimoine familial est insuffisant et que la migration n'a pas permis d'appuyer un retour

dans de bonnes conditions, le migrant prolonge son absence tout en assurant l'amélioration de son habitat et celui de ses parents, nouant des liens de solidarité inédits qui se traduisent par la prise en charge des petits-enfants. Dans ce maintien en migration, l'idée d'un retour est présente mais lointaine. À l'inverse, quand le déplacement s'est effectué sans autre obligation que de nourrir sa propre famille, le retour devient indépendant de la situation familiale de départ. Il se réalise sans que s'établissent ou se renouent les liens avec la famille d'origine. Enfin, un dernier cas est celui où le non-retour accompagne le désengagement de la famille : qu'il possède ou non un patrimoine foncier, le migrant se maintient à l'écart de sa localité d'origine, qu'il passe la frontière ou non.

Une nouvelle problématique familiale dans le cadre de la migration internationale

Les migrants ruraux, en provenance du sud de l'État du Veracruz, sont contraints à des séjours de longue durée aux États-Unis, du fait du manque de maturité de leurs réseaux migratoires face aux difficultés d'entrée qu'ils rencontrent. Mais la durée de migration dépend d'autres contraintes. Comme on vient de le voir, elle est liée tout d'abord aux objectifs, implicites ou explicites, du projet migratoire établi sur une certaine échelle de temps. Cependant, une fois construite la « casa de material » une gamme de possibilités va également déterminer la durée d'absence : acheter de la terre et (ou) du bétail, payer les études des jeunes (ses enfants et ses frères), régler les dépenses de santé, etc. Pour les célibataires, la durée d'absence est liée strictement aux objectifs à atteindre alors que, pour ceux ayant des responsabilités domestiques, les objectifs de départ sont sacrifiés à la durée globale d'absence ; elle ne peut s'étendre indéfiniment.

L'absence, avec la durée qui la constitue, s'impose, d'une part, comme un nouvel espace de socialisation pour les migrants et, d'autre part, comme un espace de reconstruction des rapports sociaux avec la famille, la communauté et les institutions politiques de sa région d'origine.

La migration aux États-Unis, avec les opportunités qu'elle offre, transforme la relation entre le migrant et sa famille, et tout particulièrement entre les fils et les pères. L'absence requiert une nouvelle organisation et d'autres rapports sociaux de production ; elle appelle une transformation du cadre matériel de la reproduction sociale, à l'intérieur duquel se réalise le jeu de relations familiales. Le marché du travail aux États-Unis offre également à certains la possibilité d'être indépendants des moyens de production de la famille et de se désengager de l'unité domestique du père pour construire leur propre patrimoine, ou bien de s'inscrire de manière permanente dans la migration.

La migration internationale s'impose comme une ressource que quelques familles, déjà dotées d'un important patrimoine foncier, savent gérer d'abord à leur profit et à celui de leurs membres, puis à celui des autres familles, afin de renforcer leur position et leur pouvoir auprès des institutions locales. La diffusion de la migration internationale, comme ressource offerte à tous, a surtout mis à jour la fragilité du plus grand nombre de familles. Elle accélère l'interdépendance générationnelle en relation avec le cycle familial : nombre de parents sont, non seulement incapables d'assurer le futur de leurs enfants, mais sont dépendants de leur aide à un âge de plus en plus précoce. La migration de longue durée et à longue distance émerge comme un facteur intervenant dans la reproduction familiale et transformant le cadre des relations intergénérationnelles, entre déshérence et renforcement. Elle permet que d'autres enfants, comme les filles célibataires ou plus encore les filles mariées, habituellement mis à l'écart de la famille du jeu de succession, retrouvent une place et établissent de nouvelles relations avec leurs parents ; alors que d'autres, qui étaient clairement inscrits dans l'ordre successoral par des accords conclus au moment de leur union, se trouvent en position marginale.

Face à cette incertitude générée par la migration internationale au sein des familles, parents et enfants établissent un nouveau cadre de relations. Les termes des accords passés, le plus souvent implicitement, vont varier en fonction de la capacité de négociation du père ; celle-ci étant elle-même fonction, d'une part, de son patrimoine et de son pouvoir d'anticiper la trajectoire de ses enfants, en offrant opportunités et alternatives selon les caractéristiques du migrant – âge, état civil, niveau scolaire – et, d'autre part, de

l'étape de cycle où se trouve la famille. La « contractualisation » devrait permettre d'éviter le désengagement des enfants et le désancrage familial, et éviter aussi que le père reste sans appui et à la merci de ses enfants. Lorsqu'il peut impliquer l'ensemble de la descendance dans un projet familial, le père crée ainsi une véritable économie familiale d'archipel, c'est-à-dire une économie où la migration de l'un au moins des enfants génère des revenus suffisamment importants pour être redistribués à l'intérieur de la famille avec le souhait d'assurer le futur de tous hors de l'activité agricole. Seules les familles qui disposent d'un patrimoine relativement important et sont à une étape relativement précoce de leur cycle (la majorité des enfants dépend de l'unité domestique) sont capables de faire face aux perturbations que provoque la migration. Dans ce cas, en effet, le chef de famille est en mesure d'anticiper, de financer le déplacement des enfants et de définir un projet de capitalisation des revenus migratoires où le migrant doit trouver sa place. Il assure en même temps, d'une part, la redistribution des revenus entre les frères et sœurs, et d'autre part, le retour du migrant comme son successeur désigné. Selon ce scénario, d'un côté les relations intergénérationnelles sont renforcées, et de l'autre, le chef de famille assure son avenir dans le cas où les enfants ne reviennent pas. Il se construit ainsi une organisation où le père se met au centre des échanges entre les différents membres, même si ceux-ci habitent des lieux distincts. Par lui, les ressources et les informations circulent entre les différents lieux. On passe alors d'une économie territorialisée centrée sur la production agricole à une économie familiale diversifiée et distribuée dans des lieux éloignés, en réseau.

Pour la majorité des familles qui ne peuvent construire ce type d'économie familiale d'archipel, c'est au contraire l'incertitude liée à l'absence de longue durée qui est au cœur des relations familiales. C'est pourquoi le déplacement de longue durée des jeunes hommes, qu'ils soient célibataires ou mariés, signifie aussi un bouleversement profond de la place et du rôle de la femme, qu'elle soit la mère, l'épouse ou la sœur dans l'organisation de l'unité domestique et dans le processus de reproduction sociale. L'absence de contrat explicite ou, pour le moins insuffisamment reconnu, entre le migrant et le chef de famille, conduit ce dernier à désigner son épouse comme héritière, ou bien à différer la dési-

gnation d'un héritier, afin qu'elle ne pâtisse pas des aléas du comportement des enfants, ou tout au moins, que tous les autres enfants ne se sentent pas libres de toute obligation vis-à-vis de leurs parents. L'épouse du migrant, quant à elle, est tenue d'assumer seule la responsabilité de l'éducation des enfants et, si le mari possède une parcelle, la responsabilité de la production agricole, ainsi que la représentation de la famille dans les institutions locales et les travaux mis en œuvre par la communauté. Enfin, face à l'incertitude qui pèse sur le devenir de leur relation avec leurs fils, nombre de chefs de famille sont enclins à instaurer des relations privilégiées avec une de leurs filles, qu'elle reste au foyer ou s'installe à proximité. Les filles célibataires qui auront pu ainsi émigrer avec l'accord paternel ne manqueront pas d'envoyer régulièrement de l'argent d'autant plus que, célibataires, mariées ou divorcées, elles seront amenées à confier leurs enfants à leurs parents afin de pouvoir se déplacer et continuer à travailler.

Conclusion

En moins d'une dizaine d'années, à la suite des réformes économiques et institutionnelles néo-libérales, notamment la Réforme foncière de 1992, le développement de la migration internationale, comme ressource familiale, mais aussi de son avatar – la migration de longue durée à la frontière nord – a profondément transformé les familles rurales du Veracruz. Elle a affecté le système de transmission de la terre et des biens productifs, qui fondait l'organisation de la famille et assurait la succession des générations sur une base territoriale. Aujourd'hui, les temporalités et les acteurs de la succession sont bouleversés. Les détenteurs d'un patrimoine foncier se voient obligés, le plus souvent, d'anticiper la désignation d'un successeur et de formaliser la relation avec leurs enfants en migration, afin de s'assurer la pérennité de leur aide sinon de leur retour. Devant l'incertitude qui pesait sur les relations intergénérationnelles, plus du tiers des *ejidatarios* et la moitié des *colonos*, au moment de notre enquête, avaient désigné leur femme comme unique héritière du patrimoine foncier. Aujourd'hui, l'ancrage des jeunes migrants dans la communauté paysanne est devenu un enjeu central des sociétés rurales ; il

passer par le contrôle d'une économie déterritorialisée et la canalisation de ressources migratoires, éléments qui sont loin d'être à la portée de tous. Enfin, si les parents jouent toujours un rôle central dans la formulation et la coordination des projets patrimoniaux de leurs enfants en migration, les différents processus d'ancrage dépendent encore, et plus aujourd'hui que naguère, de la manière dont les institutions locales amplifient ces projets en ouvrant des opportunités d'accès aux programmes publics de développement des infrastructures de la localité et de la région, tant en matière de santé, d'éducation que d'accès à de nouveaux secteurs économiques non agricoles.

Références bibliographiques

ALBA F., 1978 – Mexico's international migration as a manifestation of its development patterns. *International Migration Review*, 12 : 502-513.

ARIZPE L., 1980 – *La migración por relevos y la reproducción social del campesinado*. México, El Colegio de México.

BUSTAMANTE J. A., 1977 – Undocumented immigration from Mexico: Research report. *International Migration Review*, 11 (2) : 149-177.

BUSTAMANTE J. A., MARTÍNEZ G. G., 1979 – Undocumented immigration from Mexico: Beyond borders but within system. *Journal of International Affairs*, 33 : 265-284.

CANALES A., 1999 – Migración circular y procesos de asentamiento. Las nuevas modalidades de la migración de mexicanos a Estados Unidos. Ineser, Universidad de Guadalajara, *Carta economía regional* (año 11), 64 : 39-46.

Conapo, 1999 – *Presente y futuro de la migración México-Estados Unidos*. México.

Conapo, 2004 – *Población de origen mexicano residente en Estados Unidos 1900 - 2002*. México, D.F., Consejo Nacional de Población (www.conapo.gob.mx).

CORNELIUS W. A., 2001 – Death at the border: Unintended consequences of US migration control policy. *Population and Development Review*, 27 (4) : 661-685.

CURRAN S. R., RIVERA-FUENTES E., 2003 – Engendering migrant networks: The case of Mexican migration. *Demography*, 40 (2) : 289-307.

DELAUNAY D. 1999 – La dimensión regional de la emigración mexicana hacia los Estados Unidos. *Estudios demográficos y urbanos*, 14 (1) : 117-163.

DEL REY A., QUESNEL A., 2006 – « Migración interna y migración internacional en las estrategias familiares de reproducción. El caso de las poblaciones rurales del sur del estado de Veracruz, México » In Canales A. : *Panorama de las migraciones internacionales en América Latina* : 427-453.

DEL REY POVEDA A., 2007 – Determinants and consequences of internal and international migration. The case of rural populations in the south of Veracruz, Mexico. *Demographic Research*, 16 (10) : 287-314.

DURAND J., 1996 – *Migrations mexicaines aux États-Unis*. Paris, CNRS-Éditions.

ESCOBAR LATAPI A., BEAN F. D., WEINTRAUB S., 1999 – *La dinámica de la emigración mexicana*. México, D.F., Ciesas-Miguel Angel Porrúa.

KEARNEY M., 1996 – *Reconceptualizing the Peasantry: Anthropology in Global Perspective*. Boulder, Colorado, Westview Press.

LÉONARD E., QUESNEL A., DEL REY A. 2004 – De la comunidad territorial al archipiélago familiar: movilidad, contractualización de las relaciones inter-generacionales y desarrollo local en el sur del estado de Veracruz. *Estudios Sociológicos*, 22 (66) : 557-589.

MASSEY D. S., ESPINOZA K. E., 1997 – What's Driving Mexico-U.S. Migration? A Theoretical, Empirical, and Policy Analysis. *American Journal of Sociology* 102 (4) : 939-999.

MASSEY D. S., ALARCÓN R., DURÁN J. *et al.*, 1987 – *Return to Aztlan. The Social Process of International Migration from Western Mexico*. Berkeley, University of California Press.

PALMA R., QUESNEL A., DELAUNAY D., 2000 – « Una nueva dinámica de poblamiento rural en México: el caso del sur de Veracruz (1970-1995) ». In Léonard E., Velázquez E. : *El Sotavento veracruzano. Procesos sociales y dinámicas territoriales*, México, Ciesas-IRD : 83-108.

QUESNEL A., DEL REY A., 2004 – Mobilité, absence de longue durée et relations intergénérationnelles en milieu rural mexicain (Veracruz, Mexique). *Cahiers d'Amérique latine*, 45 : 75-90.

QUESNEL A., DEL REY A., 2005 – La construcción de una economía familiar de archipiélago. Movilidad y recomposición de las relaciones intergeneracionales en el medio rural mexicano. *Estudios demográficos y urbanos*, 20 (59) : 197-228.

Sources statistiques

Recensement général de population, 2000 – Inegi, México.

Enadid, 1992 – Enquête nationale de la dynamique démographique. Inegi, México.

Enadid, 1997 – Enquête nationale de la dynamique démographique. Inegi, México.

Moreso, 1999 – Enquête démographique et foncière auprès de 947 familles, *Poblamiento, movilidad y reproducción social de las familias rurales del Sotavento, Veracruz, Mexico*, IRD-Ciesas (Quesnel A. dir.).

Moreso, 2002 – Entretiens en 2002 auprès de 70 familles, *Poblamiento, movilidad y reproducción social de las familias rurales del Sotavento, Veracruz, Mexico*, IRD-Ciesas (Quesnel A. dir.).